



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 1302

Texte de la question

RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

M. le président. La parole est à Mme Valérie Lacroute, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Valérie Lacroute. Madame la ministre Marisol Touraine, vous n'avez pas répondu à la question de Mme Louwagie. J'espère que vous prendrez le temps de recevoir les sages-femmes et que vous témoignerez un peu de considération à ces personnes qui ont donné la vie ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

J'en viens à ma question. Monsieur le Premier ministre, plusieurs semaines après la rentrée des classes, les parents sont plus que jamais mobilisés contre la réforme des rythmes scolaires.

M. Thomas Thévenoud. Ce n'est pas vrai !

Mme Valérie Lacroute. Les appels à manifester se multiplient et, quand ce ne sont pas les parents qui grognent, ce sont les enseignants, les personnels et, désormais, les syndicats. Les maires, quelle que soit la taille de leur commune, expriment également leur mécontentement.

Je suis maire de Nemours et députée d'une circonscription plutôt rurale, où la plupart des maires sont sans étiquette politique. (« Ah ! » *sur les bancs du groupe SRC.*) Je sais que le travail mené actuellement pour la mise en œuvre de votre réforme conduit à une situation désastreuse : des activités mal ou pas organisées ;...

M. Thomas Thévenoud. Faux !

Mme Valérie Lacroute. ...des horaires saccadés et irréguliers ;...

M. Thomas Thévenoud. Faux !

Mme Valérie Lacroute. ...des difficultés à recruter ;...

M. Thomas Thévenoud. Faux !

Mme Valérie Lacroute. ...des enfants fatigués et déboussolés, une vie familiale perturbée. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

À vouloir aller trop vite, la réforme se prend les pieds dans le tapis. Les maires sont inquiets et en colère. Vous imposez de nouvelles dépenses aux communes, alors que les dotations de l'État baissent, que les subventions

des régions et des départements s'amenuisent. Pour obéir au ministre de l'éducation nationale, les communes devront faire des choix, supprimer des actions municipales ou tout simplement faire payer ces activités. Les familles apprécieront !

L'heure n'est plus à l'augmentation de la dépense publique locale sans concertation. Laissez les maires gérer leur commune et leur programme ! Ils ont été élus par leurs administrés, non par un ministre. Vous le savez, la concertation s'organise : une grève nationale est annoncée le 14 novembre pour dénoncer cette réforme. Monsieur le Premier ministre, suspendez cette réforme, comme vous l'avez fait pour l'écotaxe !
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, madame la députée, vous avez raison : il faut faire des choix. J'ai eu le bonheur de me rendre lundi en Seine-et-Marne. Votre département avait fait l'objet de ma première visite ministérielle après ma nomination, car il est celui qui a le plus souffert pendant les dix ans où la droite était au gouvernement, avec les plus bas taux d'encadrement. (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.)

Vous avez grévé le pays d'une dette publique mais aussi une d'une dette éducative considérable. (Nouvelles protestations sur les bancs du groupe UMP.)

Je voudrais simplement vous donner les chiffres qui concernent votre académie. (« Répondez à la question ! » sur les bancs du groupe UMP.) En 2011, 546 postes ont été supprimés, suivis par 555 postes en 2012. (Nouvelles protestations et bruit sur les bancs du groupe UMP.)

Pour la rentrée 2013, ce gouvernement crée 835 postes. (Mêmes mouvements. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

M. Sylvain Berrios. Le problème c'est votre réforme : on n'en veut pas !

M. le président. Du calme, chers collègues !

M. Vincent Peillon, ministre. Nous avons fait le choix de la réussite des élèves de France : pour cela, nous créons des postes, nous formons à nouveau les enseignants, nous allons chercher les décrocheurs, nous modifions les cycles, nous révisons les programmes. (Mêmes mouvements.)

M. Daniel Fasquelle. Répondez à la question !

M. Vincent Peillon, ministre. Nous vous demandons de faire, vous aussi, un choix et un effort : faites en sorte que tous les enfants de France bénéficient d'un bon temps scolaire. Lundi, j'étais à Torcy : cette commune est passée aux quatre jours et demi. J'ai rencontré les parents, les élus locaux, les enseignants. Les uns et les autres se félicitent de cette réforme, même si des aménagements restent à faire. (Protestations sur les bancs du groupe UMP.)

Vous avez tort de politiser, vous avez tort de vous contredire, vous avez tort de ne jamais choisir le point de vue des enfants et de l'avenir ! (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Lacroute](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1302

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [7 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [7 novembre 2013](#)